
Fiches sectorielles

Ensemble des secteurs



Avertissement

Les résultats et analyses présentés dans la vue d'ensemble, les fiches sectorielles et la plupart des fiches thématiques sont, sauf mention contraire, définis sur la base d'**unités légales** et d'**entreprises profilées**.

Comme les autres instituts statistiques européens, dans une optique de meilleure analyse du système productif, l'Insee met en place la définition économique de l'**entreprise**. Les unités légales faisant partie d'un groupe sont rassemblées, puis le « profilage » consiste à identifier, au sein des groupes, la (les) entreprise(s) pertinente(s) pour l'analyse économique au sens du décret de 2008 et à reconstituer leurs comptes consolidés. Ces entreprises sont conformes à la définition donnée par la loi de modernisation de l'économie (LME) : « la plus petite combinaison d'unités légales constituant une unité organisationnelle de production de biens et services jouissant d'une certaine autonomie de décision, notamment pour l'affectation des ressources courantes » et à la définition européenne de l'entreprise précisée dans le règlement 696/93.

Une unité légale est une entité juridique de droit public ou privé. Cette entité juridique peut être :

- une personne morale, type société, dont l'existence est reconnue par la loi indépendamment des personnes ou des institutions qui la possèdent ou qui en sont membres ;
- une personne physique, qui, en tant qu'indépendant, peut exercer une activité économique.

Elle est obligatoirement déclarée aux administrations compétentes (greffes des tribunaux, sécurité sociale, DGFIP, etc.) pour exister. La catégorie juridique d'une telle unité dépend du choix des propriétaires ou de ses créateurs pour des raisons organisationnelles, juridiques ou fiscales. L'unité légale est l'unité principale enregistrée dans Sirene.

Le champ de référence le plus large pour ces statistiques d'entreprises est celui des **secteurs marchands non agricoles**. Dans les analyses de cet ouvrage, il est généralement restreint à celui des **secteurs principalement marchands non agricoles et non financiers** (voir annexe *Le champ des statistiques d'entreprises de cet ouvrage*).

Les données chiffrées sont parfois arrondies, en général au plus près de leurs valeurs réelles. Le résultat arrondi d'une combinaison de chiffres (qui fait intervenir leurs valeurs réelles) peut être légèrement différent de celui que donnerait la combinaison de leurs valeurs arrondies.

Signes conventionnels utilisés

...	Résultat non disponible
///	Absence de résultat due à la nature des choses
e	Estimation
p	Résultat provisoire
sd	Résultat semi-définitif
r	Résultat révisé par rapport à l'édition précédente
n.s.	Résultat non significatif
€	Euro
K	Millier
M	Million
Md	Milliard
Réf.	Référence

5.1 Chiffres clés des secteurs marchands non agricoles

Le champ le plus large des statistiques d'entreprises est celui des **secteurs marchands non agricoles**. Ces statistiques s'appuient sur le dispositif É sane (Élaboration des statistiques annuelles d'entreprise) qui mobilise des sources administratives (notamment des déclarations fiscales et sociales) complétées par des enquêtes statistiques. Le secteur agricole n'est pas couvert par ces enquêtes et ne fait donc pas partie du champ É sane. Les secteurs marchands non agricoles regroupent 4,0 millions d'entreprises en 2015. Ces entreprises réalisent un chiffre d'affaires hors taxes global de 3 837 milliards d'euros et dégagent une valeur ajoutée hors taxes de 1 105 milliards d'euros, soit 56 % de celle de l'ensemble de l'économie française.

Les **secteurs** de la santé humaine-action sociale et de l'enseignement comprennent des établissements publics ayant un poids économique important ; la vision de ces secteurs à partir des seules entreprises du secteur privé est donc largement partielle. Ainsi, en 2015, alors que ces trois activités cumulent une valeur ajoutée de 289 milliards d'euros en notion de **branche** (qui regroupe les activités marchandes et non marchandes) de la comptabilité nationale, les entreprises privées appartenant à ces trois secteurs en réalisent seulement 68 milliards. En conséquence, ces secteurs sont souvent exclus des analyses statistiques pour se restreindre au champ des **secteurs principalement marchands non agricoles**. En 2015, ce champ rassemble 3,4 millions d'entreprises pour un chiffre d'affaires de 3 736 milliards d'euros et une valeur ajoutée de 1 037 milliards.

Le secteur des activités financières et d'assurance est également souvent écarté des

analyses, car la structure financière et les données comptables des entreprises ne sont pas homogènes avec celles des autres secteurs et la couverture de ces activités par le dispositif É sane est partielle. Ainsi, c'est le champ des **secteurs principalement marchands non agricoles et non financiers** qui est retenu dans cet ouvrage, à quelques exceptions près. En 2015, ce champ compte 3,3 millions d'entreprises pour un chiffre d'affaires de 3 674 milliards d'euros et une valeur ajoutée de 1 009 milliards d'euros, soit 51 % de l'ensemble de l'économie française.

En 2015, les 4 500 entreprises de 250 salariés ou plus ne représentent que 0,1 % des entreprises des secteurs marchands non agricoles, mais elles concentrent 40 % des salariés, 44 % du chiffre d'affaires et 44 % de la valeur ajoutée (hors taxes). En comparaison, les 3,9 millions d'entreprises de moins de 10 salariés regroupent 22 % des salariés, 22 % du chiffre d'affaires et 25 % de la valeur ajoutée (hors taxes).

En 2015, l'industrie compte relativement peu d'entreprises : 6 % de l'ensemble des secteurs marchands non agricoles. Elle a en revanche un poids bien plus important en matière d'emploi salarié (23 %), de valeur ajoutée (24 %), d'investissement (27 %) et surtout de chiffre d'affaires à l'exportation (55 %), devant le commerce de gros. Les services marchands (services aux particuliers et aux entreprises, hébergement et restauration, information et communication et activités immobilières) réalisent 362 milliards de valeur ajoutée et 84 milliards d'investissement (respectivement 33 % et 44 % de l'ensemble des secteurs marchands non agricoles). Le commerce est le troisième grand secteur en matière de valeur ajoutée (19 %). ■

Définitions

Les **secteurs marchands non agricoles** correspondent ici aux activités de la nomenclature d'activités française (NAF rév. 2) : ensemble de l'industrie ; construction ; commerce-réparation d'automobiles et de motocycles ; transports et entreposage ; hébergement et restauration ; information et communication ; activités financières et d'assurance (division 66 et sous-classe 64.20Z) ; activités immobilières ; activités spécialisées, scientifiques et techniques ; activités de services administratifs et de soutien ; enseignement ; santé humaine et action sociale ; arts, spectacles et activités récréatives ; autres activités de services à l'exclusion des activités des organisations associatives.

Les **secteurs principalement marchands non agricoles** sont les secteurs marchands non agricoles sans les activités d'enseignement, de santé humaine et d'action sociale.

Les **secteurs principalement marchands non agricoles et non financiers** sont les secteurs principalement marchands non agricoles hors activités financières et d'assurance.

Secteur, branche : voir *annexe Glossaire et fiche 1.9*.

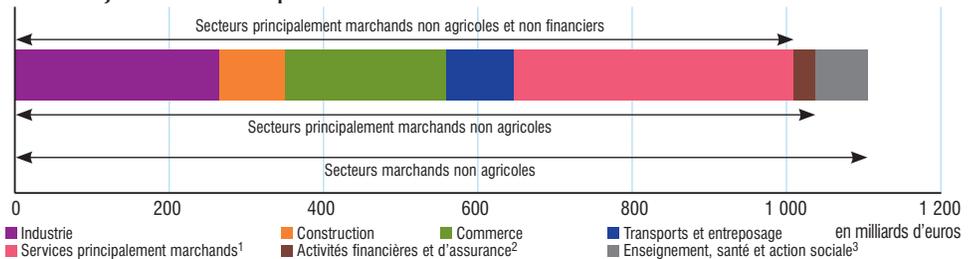
Chiffres clés des secteurs marchands non agricoles 5.1

1. Chiffres clés de l'ensemble des secteurs marchands non agricoles en 2015

	Entreprises	Salariés ETP	Chiffre d'affaires hors taxes	Chiffre d'affaires export	Valeur ajoutée hors taxes	Investissements corporels bruts hors apports
	(en milliers)				(en milliards d'euros)	
De 0 à 9 salariés ETP	3 870,9	2 748,1	841,4	67,4	278	61,4
De 10 à 249 salariés ETP	154,2	4 915,8	1 323,4	173,1	345,4	46,5
250 salariés ETP ou plus	4,5	5 013,6	1 672,0	397,4	481,3	82,9
Ensemble des secteurs marchands non agricoles	4 029,6	12 677,5	3 836,7	637,9	1 104,6	190,7
Industrie	254,8	2 958,7	1 016,1	349,2	265,5	52,0
Construction	494,1	1 292,4	274,1	6,2	85,6	6,6
Commerce	717,3	2 621,8	1 411,3	140,6	208,8	18,3
Transports et entreposage	106,3	1 133,0	210,2	50,5	86,9	23,0
Hébergement et restauration	264,8	791,6	93,0	1,3	39,5	7,3
Information et communication	129,0	692,0	180,2	27,0	83,9	9,3
Activités immobilières	244,4	196,5	79,4	0,6	45,2	38,4
Services aux entreprises	659,1	1 873,6	353,5	53,4	172,5	25,9
Services aux particuliers	428,2	306,9	56,3	1,4	21,1	2,8
Ensemble des secteurs principalement marchands non agricoles et non financiers	3 298,0	11 866,5	3 674,1	630,2	1 009,0	183,6
Activités financières et d'assurance ¹	141,1	205,1	61,9	6,9	28,1	4,8
Ensemble des secteurs principalement marchands non agricoles	3 439,1	12 071,6	3 736,0	637,1	1 037,1	188,4
Enseignement, santé et action sociale ²	590,6	605,9	100,7	0,7	67,5	2,4
Ensemble des secteurs marchands non agricoles	4 029,6	12 677,5	3 836,7	637,9	1 104,6	190,7

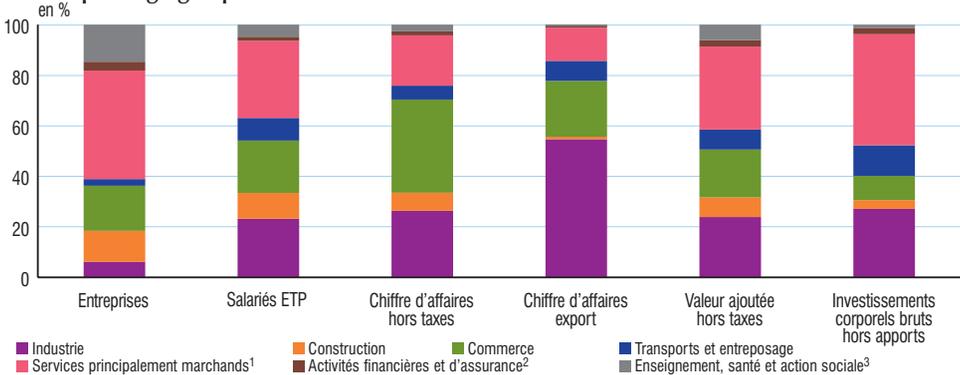
1. Activités auxiliaires de services financiers et d'assurance et activités des sociétés holding. Cela représente environ un quart de la valeur ajoutée du secteur des activités financières et d'assurance, le reste n'étant pas couvert par le dispositif Esane. 2. Partie marchande.
 Champ : France, unités légales et entreprises profilées des secteurs marchands non agricoles.
 Source : Insee, Esane.

2. Valeur ajoutée hors taxes par secteurs d'activité en 2015



1. Hébergement et restauration, information et communication, activités immobilières, services aux entreprises, services aux particuliers ; hors services financiers.
 2. Activités auxiliaires de services financiers et d'assurance et activités des sociétés holding. 3. Partie marchande.
 Champ : France, unités légales et entreprises profilées des secteurs marchands non agricoles.
 Source : Insee, Esane.

3. Principaux agrégats par secteurs d'activité en 2015



1. Hébergement et restauration, information et communication, activités immobilières, services aux entreprises, services aux particuliers ; hors services financiers.
 2. Activités auxiliaires de services financiers et d'assurance et activités des sociétés holding. 3. Partie marchande.
 Champ : France, unités légales et entreprises profilées des secteurs marchands non agricoles.
 Source : Insee, Esane.

5.2 Chiffres clés des secteurs principalement...

En 2015, 3,3 millions d'entreprises des **secteurs principalement marchands non agricoles et non financiers** sont en activité en France. Ces entreprises comprennent aussi bien des **micro-entrepreneurs** que des **unités légales** appartenant à des multinationales ; la moitié d'entre elles se situent dans les services marchands. Si les petites entreprises contribuent notablement au développement du tissu productif dans des activités comme celles du bâtiment, du commerce de détail ou certaines activités de services, une part importante de l'activité économique est réalisée par un nombre restreint d'entreprises. Ainsi, 4 200 entreprises employant 250 salariés ou plus représentent 0,1 % des entreprises mais 40 % des emplois salariés de ces **secteurs**, 47 % de la valeur ajoutée hors taxes, 63 % des exportations et 43 % des investissements. À l'opposé, les 3,2 millions d'entreprises de moins de 10 salariés ont un poids économique modeste : elles comptent pour 21 % du chiffre d'affaires et de l'emploi salarié, 22 % de la valeur ajoutée et 10 % des exportations.

Les entreprises des secteurs principalement marchands non agricoles et non financiers comptent 11,9 millions de salariés en équivalent temps plein (ETP) en 2015, dont 33 % sont employés dans les services marchands, 25 % dans l'industrie et 22 % dans le commerce. Elles enregistrent un chiffre d'affaires hors taxes de 3 674 milliards d'euros dont 630 milliards réalisés à l'export. L'industrie, avec un chiffre d'affaires à l'export de 349 milliards, est le premier secteur exportateur, essentiellement grâce à l'industrie manufacturière (327 milliards). Le second est le commerce (141 milliards), porté par les activités de commerce de gros.

Les entreprises des secteurs principalement marchands non agricoles et non financiers dégagent une valeur ajoutée hors taxes de 1 009 milliards d'euros en 2015, soit 51 % de la valeur ajoutée de l'ensemble de l'économie nationale. Les entreprises des autres secteurs marchands (agriculture, services financiers, partie marchande des secteurs de la santé humaine-action sociale et de l'enseignement) en créent moins de 10 %. Dans les secteurs principalement marchands non agricoles et non financiers, les évolutions de la valeur ajoutée entre 2014 et 2015 sont d'autant plus favo-

rables que l'entreprise est de grande taille. La valeur ajoutée **médiane** s'est accrue de 2,1 % pour les entreprises de 250 salariés ou plus, de 2,0 % pour celles de 10 à 249 salariés, de 0,7 % pour celles de 0 à 9 salariés et elle a diminué légèrement pour celles sans salarié. Toutefois, la dispersion de ces évolutions est plus forte pour les entreprises sans salarié que pour celles de 250 salariés ou plus (évolutions respectivement du 1^{er} **quartile** à - 18 % et - 4 % et du 3^e quartile à 17 % et 9 %).

Les investissements corporels bruts hors apports sont de 184 milliards d'euros en 2015 (+ 3,5 % par rapport à 2014). Les services principalement marchands (84 milliards) et l'industrie (52 milliards) en sont les principaux contributeurs, suivis par les transports et l'entreposage (23 milliards).

En 2016, la production en volume de toutes les **branches** marchandes non agricoles et non financières continue d'augmenter (+ 1,4 %). Après une croissance continue de 2000 à 2007, elle avait fortement reculé en 2009. Seules les productions en volume des branches des services marchands (incluant l'activité des ménages en services de logement) et du commerce ont retrouvé en 2016 un niveau nettement supérieur à celui d'avant la crise de 2008-2009. Pour les branches de l'industrie, la production continue d'augmenter lentement en 2016 après avoir stagné en 2013 et 2014 mais reste en dessous du niveau de 2007. Dans les transports et l'entreposage, la production augmente légèrement en 2016 après avoir stagné depuis 2011. Dans la construction, elle se stabilise en 2016, après deux années de baisse.

En 2016, l'emploi salarié poursuit sa légère reprise (+ 1,2 %) amorcée en 2015, après une baisse de 2012 à 2014. De 2000 à 2007, l'emploi salarié avait augmenté (+ 4,1 %). Par la suite, l'essentiel de cette hausse a été effacé par la crise de 2008-2009 et les évolutions de 2010 et 2011 sont restées faibles. Les effectifs salariés de l'industrie sont en recul continu de 2000 à 2016 (- 23,9 % sur la période, - 1,2 % en moyenne par an), les destructions d'emploi ayant toutefois ralenti depuis 2009. Dans les services principalement marchands, l'emploi continue de s'améliorer en 2016 (+ 3,7 % après + 2,8 % en 2015 et + 1,0 % en 2014). ■

Définitions

Secteurs principalement marchands non agricoles et non financiers : voir *fiche 5.1*.

Micro-entrepreneur, unité légale, secteur, médiane, quartile, branche : voir *annexe Glossaire*.

... marchands non agricoles et non financiers 5.2

1. Chiffres clés des secteurs principalement marchands non agricoles et non financiers en 2015

	Entreprises	Salariés ETP	Chiffre d'affaires hors taxes	Chiffre d'affaires export	Valeur ajoutée hors taxes	Investissements corporels bruts hors apports
	(en milliers)		(en milliards d'euros)			
Industrie	254,8	2 958,7	1 016,1	349,2	265,5	52,0
Construction	494,1	1 292,4	274,1	6,2	85,6	6,6
Commerce	717,3	2 621,8	1 411,3	140,6	208,8	18,3
Transports et entreposage	106,3	1 133,0	210,2	50,5	86,9	23,0
Services marchands	1 725,5	3 860,6	762,4	83,8	362,2	83,6
Ensemble¹	3 298,0	11 866,5	3 674,1	630,2	1 009,0	183,6

1. Les entreprises de ce champ réalisent 51 % de la valeur ajoutée de l'économie (comptabilité nationale).

Champ : France, unités légales et entreprises profilées des secteurs principalement marchands non agricoles et non financiers, y compris micro-entrepreneurs et micro-entreprises au sens fiscal.

Source : Insee, Esane.

2. Dispersion de l'évolution de la valeur ajoutée entre 2014 et 2015



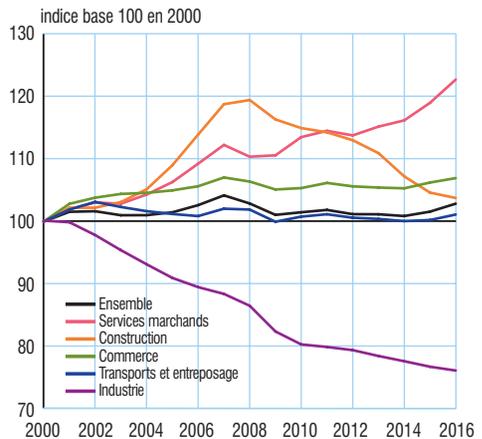
Champ : France, unités légales et entreprises profilées des secteurs principalement marchands non agricoles et non financiers, hors micro-entrepreneurs et micro-entreprises au sens fiscal.

Lecture : 50 % des entreprises de 10 à 249 salariés ont une évolution de leur valeur ajoutée supérieure à 2 % entre 2014 et 2015.

Note : les entreprises retenues sont celles présentes sur les deux années, elles sont classées selon leur taille en 2015. Sont exclues les entreprises dont la valeur ajoutée est négative ou nulle (11,9 % en 2014 et 12,1 % en 2015).

Source : Insee, Esane (données individuelles).

3. Évolution de l'emploi salarié

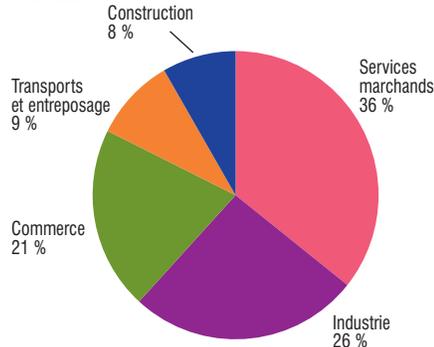


Champ : France métropolitaine, secteurs principalement marchands non agricoles et non financiers, en secteur d'établissements.

Note : les titulaires de contrats d'intérim sont classés systématiquement dans l'activité de travail temporaire.

Source : Insee, estimations d'emploi (CVS au 4^e trimestre).

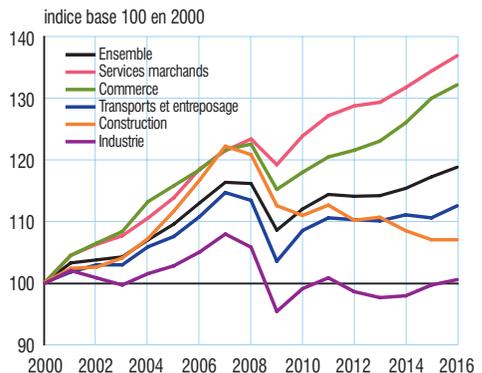
4. Principales activités selon la valeur ajoutée en 2015



Champ : France, unités légales et entreprises profilées des secteurs principalement marchands non agricoles et non financiers.

Source : Insee, Esane.

5. Production par branche en volume



Champ : France, branches principalement marchandes non agricoles et non financières.

Source : Insee, comptabilité nationale.

5.3 Ratios des secteurs principalement marchands...

Les **ratios** présentés dans cette fiche permettent d'avoir une vue d'ensemble de la situation économique et financière des entreprises des secteurs principalement marchands, non agricoles et non financiers. Ils recouvrent des situations très contrastées selon les secteurs. Ils servent de référence pour des analyses sectorielles plus fines.

En 2015, dans les secteurs principalement marchands, l'intensité capitalistique qui rapporte les immobilisations corporelles (construction, installations, machines et matériels) aux effectifs salariés est, en moyenne, de 196 000 euros par salarié. Elle est faible dans la construction (47 000 euros) et le commerce (71 000 euros) et élevée dans les transports et entreposage (307 000 euros), les services principalement marchands (237 000 euros) et l'industrie (277 000 euros). Au sein des services, ce niveau important résulte de deux activités très capitalistiques : la location et l'exploitation de biens immobiliers et les télécommunications.

Les secteurs à forte intensité capitalistique (industrie, transports et services marchands) sont ceux qui ont les niveaux d'investissement les plus élevés. Le taux d'investissement passe de 18,0 % en 2014 à 18,2 % en 2015. Ce taux augmente dans l'immobilier (+ 2,6 points) alors qu'il est stable ou quasi stable dans l'industrie (0,0 point), le commerce (+ 0,1 point), les services (+ 0,7 point), et qu'il diminue dans les transports et entreposage (- 1,3 point).

En 2015, le taux de marge augmente (+ 1,0 point) grâce à une valeur ajoutée aux coûts des facteurs qui augmente plus fortement que la masse salariale. Les cotisations sociales augmentent plus lentement que les salaires du fait de la baisse des cotisa-

tions sociales liée à un effet comptable du **crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi** (CICE) et à la mise en place depuis le 1^{er} janvier 2015 du Pacte de responsabilité et de solidarité. La **médiane** du taux de marge augmente pour les entreprises de 1 à 9 salariés (+ 0,9 point) et pour celles de 10 à 249 salariés (+ 0,7 point), plus modérément pour celles de 250 salariés ou plus (+ 0,4 point). Une amélioration (+ 0,5 point) s'observe parmi les 25 % d'entreprises de 250 salariés ou plus ayant le taux de marge le plus faible (1^{er} **quartile**).

La rentabilité économique des entreprises employeuses recule globalement entre 2014 et 2015 (- 0,8 point pour le taux de rentabilité médian). Elle baisse pour les entreprises de 1 à 9 salariés (- 1,0 point) et est stable pour les entreprises de 10 salariés ou plus (+ 0,1 point).

En 2016, les femmes occupent 37 % de l'emploi des secteurs marchands non agricoles et non financiers. Cette part est très inférieure à celle observée dans l'ensemble de l'économie nationale (48 %), les femmes étant plus représentées dans les secteurs non marchands. La présence des femmes est notamment assez faible dans la construction (11 %), les transports et l'entreposage (26 %) et l'industrie (28 %).

La proportion de non-salariés dans les secteurs principalement marchands est de 4 % dans l'industrie et 6 % dans les transports et entreposage. Elle est plus élevée dans la construction (23 %), les services marchands (19 %) et le commerce (14 %), secteurs avec un tissu productif comprenant un nombre relativement important de très petites entreprises. ■

Définitions

Ratios, crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE), **médiane, quartile** : voir annexe *Glossaire*.

... non agricoles et non financiers 5.3

1. Ratios des secteurs principalement marchands non agricoles et non financiers selon les secteurs en 2015

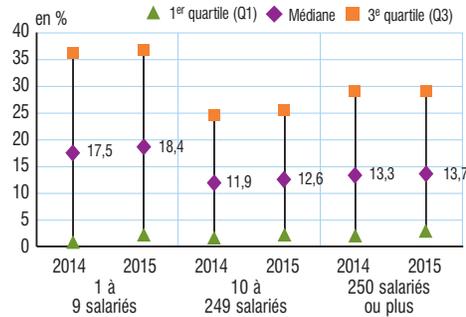
	Organisation et débouchés de la production				Ratios de rentabilité	
	Taux d'exportation	Taux de valeur ajoutée	Intensité capitalistique	Taux d'investissement	Taux de marge ¹	Taux de rentabilité économique
	(en %)	(en %)	(en milliers d'euros par ETP)	(en %)	(en %)	
Industrie	34,4	26,1	277,2	19,6	29,0	7,2
Construction	2,2	31,2	47,2	7,7	15,8	13,0
Commerce	10,0	14,8	71,1	8,8	23,7	10,3
Transports et entreposage	24,0	41,3	306,5	26,5	25,7	6,0
Services marchands	11,0	47,5	237,2	23,1	30,2	8,1
Ensemble	17,2	27,5	196,4	18,2	27,0	8,0

1. Hors sièges sociaux.

Champ : France, unités légales et entreprises profilées des secteurs principalement marchands non agricoles et non financiers.

Source : Insee, Ésane.

2. Dispersion des taux de marge en 2014 et 2015



Champ : France, unités légales et entreprises profilées des secteurs principalement marchands non agricoles et non financiers, hors micro-entrepreneurs et micro-entreprises au sens fiscal, hors sièges sociaux. Lecture : 50 % des entreprises de 10 à 249 salariés ont un taux de marge supérieur à 12,6 % en 2015.

Source : Insee, Ésane (données individuelles).

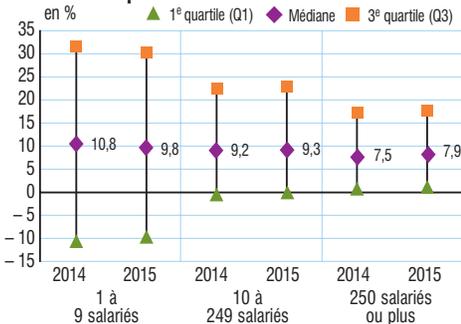
3. Taux d'investissement en 2014 et 2015



Champ : France, unités légales et entreprises profilées des secteurs principalement marchands non agricoles et non financiers.

Source : Insee, Ésane.

4. Dispersion des taux de rentabilité économique en 2014 et 2015



Champ : France, unités légales et entreprises profilées des secteurs principalement marchands non agricoles et non financiers, hors micro-entrepreneurs et micro-entreprises au sens fiscal, hors sièges sociaux. Lecture : 50 % des entreprises de 10 à 249 salariés ont un taux de rentabilité économique supérieur à 9,3 % en 2015.

Source : Insee, Ésane (données individuelles).

5. Personnes en emploi dans les secteurs principalement marchands en 2016

	Part de femmes	Part d'actifs		Part de non-salariés
		de 15 à 29 ans	de 50 ans ou plus	
Industrie	27,6	18,2	27,9	4,3
Construction	10,6	20,3	26,2	23,2
Commerce	47,1	24,0	25,3	13,7
Transports et entreposage	26,4	14,7	32,2	5,8
Services marchands	47,1	21,8	26,0	18,5
Ensemble	36,7	20,6	26,9	13,5

Champ : France métropolitaine, population des ménages, personnes de 15 ans ou plus exerçant dans les secteurs principalement marchands non agricoles et non financiers.

Source : Insee, enquête Emploi.